

Licenciements, austérité, la riposte commence maintenant !

Avec le « choc de compétitivité » annoncé par J-M Ayrault le 6 novembre, la connivence entre ce gouvernement, le patronat et les capitalistes apparaît plus claire que jamais. Ce sont les travailleur-se-s, les retraité-es, les jeunes qui vont payer la crise. La mobilisation interprofessionnelle, intersyndicale et européenne du 14 novembre tombe à point nommé pour préparer la riposte, à condition de trancher entre « dialogue social » pour aménager le capitalisme ou mouvement d'ensemble pour stopper les licenciements et l'austérité.

Quand le patronat écrit le programme du gouvernement

Qui est Louis Gallois ? Le 14e patron français, ancien PDG de la SNCF, d'EADS et Airbus, qui n'a aucun remord à tripler sa rémunération en 2010 : 2,6 millions d'euros. Le gouvernement lui a demandé un rapport sur la compétitivité. Sans surprise, ce rapport est une litanie de mesures en faveur du patronat, qui applaudit à tout rompre. Le gouvernement en reprend la « quasi-totalité » de l'aveu même du Premier ministre. **Le patronat va bénéficier de 20 milliards d'euros de crédit d'impôts par an.** Aux classes populaires de financer ça par une hausse des prix : le taux normal de TVA passe de 19,6% à 20, le taux intermédiaire de 7% à 10. **Enfin, le gouvernement va tailler pour 10 milliards d'euros dans les « dépenses publiques », en clair dans les aides sociales et les services publics.**

On savait bien que les « socialistes » n'avaient aucune intention d'engager un bras de fer avec le patronat, mais de là à lui accorder au bout de 5 mois des cadeaux fiscaux financés par les classes populaires... En remerciement sans doute des multiples plans de licenciements qu'il est en train de mettre en place ? **Dans la continuité directe des gouvernements précédents, il s'agit simplement de restaurer les profits des capitalistes émués par la crise, au détriment de celles et ceux qui produisent les richesses : les travailleurs et les travailleuses.**

Sortir du dialogue social et amorcer la riposte

Des politiques d'austérité similaires sont menées partout en Europe et il devient urgent de coordonner les résistances à l'échelle européenne. La mobilisation européenne du 14 novembre arrive donc à point nommé. Pour autant, il faut rester lucide sur son contenu revendicatif. L'intersyndicale française se borne ainsi à revendiquer « la négociation d'un contrat social européen » et des « mesures de relance » pour renouer avec une « croissance durable », ce qui est bien en dessous des enjeux actuels. Pire, l'appel à mobilisation de la confédération européenne des syndicats (CES), à laquelle sont affiliées toutes les organisations syndicales françaises sauf Solidaires (et la CGC), appelle à « la cohésion sociale » et à la « pleine application [...] du Traité de Lisbonne ».

Bien des directions syndicales ont cru que le « dialogue social » allait reprendre avec le gouvernement et que celui-ci allait intervenir dans les conflits avec le patronat. Maintenant que c'est aux patrons que le gouvernement s'adresse pour écrire son programme, **il devient grand temps d'arrêter d'hésiter, et de s'engager dans la construction d'une riposte d'ensemble autour de mots d'ordre clairs, unifiants et mobilisateurs !**

C'est dans ce sens que les organisations membres du réseau européen des syndicats alternatifs et de base (l'Union syndicale Solidaires en France, mais aussi la CGT en Espagne, USI en Italie, le réseau TIE en Allemagne, SUD en Suisse, etc.) soutiennent les grèves et

manifestations du 14 novembre.

Et ce n'est pas un hasard si, dans les pays les plus touchés par la crise comme au Portugal, en Espagne, en Grèce, à Chypre, à Malte, le 14 novembre correspond à une journée de grève générale nationale interprofessionnelle.

Droit de veto des travailleur-se-s sur les licenciements !

Alternative libertaire revendique un droit de veto des travailleur-se-s sur les licenciements et appelle à la réquisition et à la mise en autogestion des entreprises sacrifiées sur l'autel du profit. Car ça n'est pas aux actionnaires de décider de l'avenir d'une boîte, mais bien aux seuls producteurs de richesses : les salarié-e-s. Pour lutter contre le chômage et l'aliénation au boulot, nous revendiquons le passage aux 32 heures par semaine, sans baisses de salaires et avec embauches correspondantes.

Enfin, à travers les luttes d'aujourd'hui c'est le capitalisme, ce système qui engendre la misère sociale, la guerre, des désastres écologiques et alimentaires, qu'il faut remettre en cause. **Il faut exproprier les actionnaires, réquisitionner les entreprises et assurer leur gestion directe et intégrale par les travailleur-se-s, de manière démocratique, en lien avec la population et dans le respect de l'environnement.** C'est ce que nous appelons le communisme libertaire.



Le mensuel disponible en kiosque !

Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL

Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

Alternative libertaire
BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

25 septembre 2012